

Lutte de classe

Quand le POI « alerte » Sarkozy. Et ton mandat alors ?

Quelques extraits commentés du numéro 74 d'*Informations ouvrières*.

Page 9

Un prétexte la ligne de la « *défense de la démocratie* », à qui le dites-vous ! C'est pour défendre cette ligne politique que le tandem Lambert-Gluckstein ont liquidé le POI en 1985 au profit de ce qui devait devenir le MPPT, puis le PT et enfin le POI, car voyez-vous défendre la démocratie dans le cadre d'un parti reposant sur le *Programme de transition* ne permettait pas de défendre la même démocratie, la démocratie bourgeoise étant incompatible avec le *Programme de transition* axé sur le combat pour la démocratie prolétarienne et la révolution socialiste.

« *Le Parti ouvrier indépendant s'émeut de l'évolution de la situation en Afghanistan, ce pays qui depuis deux cents ans s'est trouvé confronté à l'intervention de troupes étrangères sous couvert de « défense de la démocratie ».* »

Si au moins Bush avait tenu parole... Nous, militants marxistes révolutionnaires, nous sommes plus qu'« *émus* » de l'inexistence en France d'un parti révolutionnaire combattant pour la démocratie prolétarienne et le socialisme, nous ne décolérons pas et de nombreux camarades sont au bord du désespoir.

Pas besoin de « *l'intervention de troupes étrangères* » pour empêcher un Etat de devenir une « *démocratie* ».

En Inde, il n'y a plus aucune troupe étrangère dans le pays depuis un demi siècle environ et cet Etat totalement corrompu n'est pas davantage une démocratie, par exemple, comme en Afghanistan, lors de chaque élection les principaux partis achèvent les voix des électeurs et font régner la terreur, et la moitié des députés élus au Parlement central à Delhi devraient être en prison si la justice était la même pour tous dans ce pays (lu dans India Today il y a déjà un moment, mais rien n'a changé).

Le peuple afghan ne pourra conquérir la démocratie que par sa mobilisation révolutionnaire en situant son combat dans la perspective de la démocratie prolétarienne et du socialisme, la seule démocratie susceptible de satisfaire l'ensemble de ses besoins économiques, sociaux et politiques. Quelles que soient les différentes étapes qui jalonneront son combat pour accéder au pouvoir et à une véritable démocratie, le prolétariat afghan ne peut axer son combat politique (en s'alliant avec la paysannerie pauvre) que dans cette perspective pour conquérir en premier lieu son indépendance de classe...

Jamais entendu parlé :

« *à l'initiative de l'Internationale révolutionnaire de la jeunesse (IRJ)* »

Encore une pseudo Internationale qui n'a pas plus d'existence que les deux quatrièmes Internationales, celle du CCI-POI et celles des « *trotskistes* » du NPA ou encore l'Entente Internationale des travailleurs et des peuples, plus d'autres regroupements internationaux à l'initiative d'autres partis qui n'ont jamais été foutus d'organiser la moindre action internationale en dehors de se réunir entre eux chacun de leur côté pour refaire le monde entre quatre murs. Plus mégalomane, tu meurs ! Même la page d'*Informations ouvrières* consacrée à l'Entente a disparu, c'est pour dire l'activité intense qu'elle déploie dans le monde. Chavez va tous les mettre d'accord en créant la *Ve Internationale*, lire l'article du NPA dans la Tribune libre du site *Lutte de classe*.

Chouette alors, on va être des privilégiés avec la Ve République et la Ve Internationale, il ne manquera plus que la Ve roue du carrosse, ne la cherchez pas elle existe déjà : la classe ouvrière !

Quand le POI « *alerte* » le président, ne vous marrez pas, ce n'est pas un canular. Ne dites surtout pas que le flic-président est minoritaire et illégitime dans le pays. Mais au fait, ils ne le disent jamais au POI, on comprend pourquoi. Le sens du « *devoir* » oblige sans doute ! Lisez plutôt, c'est édifiant ! C'est à propos de l'occupation de l'Afghanistan par les troupes françaises.

« Les démocrates et républicains ne peuvent accepter une telle situation. Il nous semble que nous avons le devoir de réagir et d'alerter le président de la République et son gouvernement en lui rappelant qu'il n'a pas reçu mandat pour entraîner la France dans ce qui ressemble de plus en plus à une opération coloniale. »

Les voilà qui rappellent à l'ordre le va-t-en-guerre de l'Elysée, qui se mêlent du « *mandat* » que le bon peuple de France aurait donné à Sarkozy et qu'il ne respecterait pas, voyez-vous cela, c'est un scandale ! C'est marrant, j'ai toujours pensé que seuls l'UMP, le Nouveau Centre, leurs satellites et les patrons avaient donné un mandat à leur candidat, que les élections présidentielles n'étaient pas démocratiques et que pour cette raison, il était impossible d'accorder la moindre légitimité au locataire du Palais. La constitution de la Ve République à laquelle ils ont horreur de faire référence au POI, serait-elle également légitime ?

Maintenant au moins on sait que le POI a également son président. Je sens que cela va rassurer les militants de ce parti !

Le bon peuple de France a donné un « *mandat* » à Sarkonapoléon, il a donc le président qu'il mérite ! Ils ne le formulent pas ouvertement bien sûr, mais c'est bien ainsi qu'il faut interpréter leur volonté de faire de La Talonnette le président de tous les Français.

Il est vrai qu'une partie de la plèbe a voté Sarkozy, elle s'est laissée embobiner par son baratin, elle a choisi celui qui avait le plus de talent dans ce domaine, donc n'y cherchez pas la moindre trace d'une conscience de classe, ce sont les couches les plus arriérées du prolétariat qui auraient donné ce « *mandat* » au président. Poursuivons le raisonnement du POI jusqu'au bout pour voir à quoi il aboutit.

Au lieu de dénoncer les grotesques mensonges de Sarkozy pour que ces couches rompent avec lui, le POI choisi de le rappeler à l'ordre pour qu'il respecte son mandat, laissant planer le doute sur ses réelles motivations et intentions dans la tête de ces travailleurs, après tout pensent ces travailleurs écervelés, le président à ses (bonnes) raisons que le peuple ignore forcément puisqu'il n'est pas à sa place, faisons-lui confiance, ainsi le POI rejettent ces masses dans les sales pattes de Sarkozy.

Le problème, c'est que le POI ignore ce qui se passe dans la tête de ces travailleurs ou n'en tient pas compte ; non pas qu'il faudrait s'inspirer de leur état d'inconscience politique, au contraire, il faudrait s'appuyer sur les couches les plus conscientes du prolétariat et s'adresser à elles pour qu'elles se mobilisent et entraînent derrière elles les couches retardataires de la classe ouvrière. Deux méthodes antinomiques.

Après tout, qu'est-ce qu'ils en savent au POI que les électeurs de Sarkozy ne lui auraient pas donné ce mandat. N'est-ce pas aussi refuser de regarder la réalité en face ? Quand on ne part pas de la réalité aussi rude soit-elle, on ne risque pas d'aller bien loin.

Page 11

L'art de faire dire ce que l'on veut à qui l'on veut, propos généreusement recueilli sans commentaire évidemment :

« Ce que la population allemande veut et attend du SPD, c'est un changement radical de sa politique. Elle a besoin pour cela d'un personnel dirigeant qui défende cette nouvelle politique de manière crédible. »

Bref, le brave peuple allemand serait un « *veau* », comme disait feu le général de Gaulle du brave peuple français ! Il est vrai que le SPD n'a jamais été au pouvoir au cours des 60 dernières années, donc forcément le prolétariat allemand serait encore bourré d'illusions dans ce parti mort politiquement pour la classe ouvrière le 3 août 1914. Des veaux ou de vrais bourrins ces Allemands !

Page 16

Falsification des faits, ils persistent et signent, voilà la lettre d'une « *lectrice* » qu'ils publient sans commentaire, cela va s'en dire :

« Ce sont 300 milliards d'euros (part des charges patronales) qui n'ont pas été versés à la Sécurité sociale depuis 1991, sans que quiconque le dénonce. »

Si c'était vrai, la Sécu n'existerait déjà plus depuis des années, est-ce que seulement vous y avez pensé une seconde ? Apparemment non.

L'État a compensé cette somme à quelques milliards d'euros près, un peu plus de 10, il est quasiment impossible d'obtenir le chiffre exact. En fait, cette somme a été versée à la Sécu par l'Etat à la place des patrons, donc avec nos impôts, voilà la vérité.

Raison de plus pour engager le combat contre l'Etat, non ? Le POI a décidé que ce serait non.